

RMAS/TRADORALE  
30 juin 4 juillet 1972  
Original = Français

CENTRE REGIONAL DE DOCUMENTATION POUR LA  
TRADITION ORALE DE NIAMEY  
=====

REUNION MINISTERIELLE POUR L'ADOPTION DE L'ACCORD RELATIF A LA  
CREATION DU CENTRE REGIONAL DE DOCUMENTATION POUR LA TRA-  
DITION ORALE (C.R.D.T.O.) NIAMEY (NIGER)

30 JUIN 4 JUILLET 1972

R A P P O R T     F I N A L

- I.    Procès verbal de la Conférence interministérielle
- II.   Travaux de la conférence
  - A.   TEXTE DE L'ACCORD ADOPTE
  - B.   SIGNATURES
  - C.   RECOMMANDATIONS
- III.  Liste des participants.

**1. PROCES VERBAL DE LA CONFERENCE INTERMINISTERIELLE**

La Conférence ministérielle réunie à Niamey du 30 juin au 3 juillet 1972 a eu à élaborer et à adopter un Projet d'accord relatif à la création du Centre régional de documentation pour la tradition orale de Niamey. Participaient à la réunion les représentants des pays suivants : Cameroun, Côte d'Ivoire, Haute Volta, Libéria, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, Guinée et Mali.

Les pays suivants empêchés ont fait parvenir à la Conférence des messages de solidarité. Ce sont le Ghana, la Sierra-Léone, le Tchad.

Le bureau de la Conférence comprend :

- Président : M. Harou Kouka, Ministre de l'Education Nationale Niger
- Vice-Président: M. Emile Badiane, Ministre de la Coopération Sénégal
- Vice-Président: Dr. Abeodu Jones, Division de la recherche Ministère de l'Education Libéria
- Rapporteur : M. Marcel Poussi Haute-Volta

Les travaux de la Conférence se sont déroulés dans une atmosphère de franche cordialité et l'examen des différents points de l'ordre du jour avec un souci de réalisme et d'efficacité.

Après un premier examen du Projet d'accord en séance plénière, une commission de travail composée de huit membres s'est penchée plus à fond sur différents articles pris un à un afin de veiller à une rédaction finale tenant compte de toutes les observations et des amendements faits en Assemblée plénière.

Le texte définitif de l'accord qui comprend 23 articles fut adopté à l'unanimité à l'issue d'un dernier débat en Assemblée plénière.

Les Gouvernements des pays ci-après désignés: Côte d'Ivoire, Dahomey, Gambie, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Libéria, Niger, Nigeria, Mali, Mauritanie, Sénégal, Sierra Léone, Tchad, Togo.

Conscients de leur responsabilité dans le domaine de la préservation, de la diffusion et de la mise en valeur du patrimoine culturel africain,

Considérant la force avec laquelle les Africains ressentent la nécessité de prendre une pleine conscience de leurs origines, de leur histoire et de leur culture afin de mieux situer leur évolution contemporaine,

Rappelant les résolutions 3.324 de la 13ème session et 3.312(e) de la 16ème session de la Conférence générale de l'Unesco relatives respectivement à la mise en oeuvre du projet de rédaction d'une histoire générale de l'Afrique et à la promotion des langues et des cultures africaines ;

Souhaitant vivement encourager la coopération entre leurs institutions nationales de recherche conformément au "Plan régional coordonné de recherche sur les traditions orales" adopté à Ouagadougou (Haute-Volta) en juillet-Août 1968, ci-après dénommé "Plan de Ouagadougou",

Désireux de renforcer la coopération scientifique internationale,

DECIDENT la création d'un Centre régional de documentation pour la tradition orale à Niamey, qui sera régi par les dispositions suivantes :

II.

TRAVAUX DE LA CONFERENCE

A. TEXTE DE L'ACCORD ADOPTE

TITRE I. PRINCIPES ET OBJECTIFS

Article 1.

Le Centre régional est une institution régionale, établie d'un commun accord par les Etats signataires du présent accord

Article II.

Le siège du Centre est établi à NIAMEY

Article III.

Le Centre régional est doté de la personnalité morale et juridique.

Article IV.

Le Centre régional a pour objectifs :

- 1) de coordonner des projets régionaux et d'assurer la liaison avec les autres institutions nationales de recherche,
- 2) de développer la coopération entre les institutions nationales de recherche intéressées par l'exécution du Plan de Ouagadougou,
- 3) de prendre les mesures nécessaires pour :



- faciliter l'exécution des recherches scientifiques dans le domaine de la tradition orale,
- assurer la formation du personnel approprié,
- équiper les Centres nationaux de moyens techniques adéquats.

4) de développer les moyens de collecte, d'étude, de conservation, de préservation et de diffusion des traditions orales,

5) d'encourager la recherche sur les traditions orales pour l'organisation de concours et l'attribution de prix afin de susciter une saine émulation entre les chercheurs et les hommes de culture.

## TITRE II. ORGANISATION

### A. - Conseil d'administration

#### Article V.

L'organe suprême du Centre régional est le Conseil d'administration. Il est composé des responsables des institutions nationales chargés de la recherche sur les traditions orales dûment mandatés par leur Gouvernement.

Article VI.      Le Conseil d'administration

- 1) élit son Président dont le mandat prend fin à la session suivante,
- 2) détermine les programmes biennaux d'activités scientifiques,
- 3) fixe le budget correspondant et la quote-part de chacun des Etats membres,
- 4) élit le Secrétaire exécutif.

Article VII.

Le Conseil d'administration se réunit en session ordinaire tous les deux ans.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur la demande d'au moins un tiers de ses membres.

Les sessions du Conseil d'administration sont convoquées par le Président.

B. - SECRETARIAT

Article VIII.

Sous la direction du Secrétaire exécutif, le Secrétariat du Centre régional comprend :

- Le Secrétariat administratif,
- Le Service des publications,
- Les Services techniques.



Article IX.

Le Secrétaire exécutif est responsable devant le Conseil d'administration des services et de la gestion du Centre.

Il est notamment chargé d'assurer :

- l'exécution des décisions du Conseil d'administration,
- la liaison avec les organisations internationales,
- l'organisation des stages, colloques et autres réunions.

Article X.

Le Secrétaire exécutif est élu à la majorité absolue pour une période de quatre ans par le Conseil d'administration réuni en session ordinaire.

Son mandat est renouvelable à la majorité des deux tiers des membres du Conseil d'administration.

Article XI.

Sous l'autorité du Secrétaire exécutif,

a) le Secrétaire administratif est chargé :

- de l'administration du personnel,
- du courrier,
- de l'entretien du matériel

b) le Chef du service des publications est chargé des publications.

Article XII.

Le Secrétaire administratif, le chef du service des publications ainsi que le personnel technique sont recrutés sur concours ou sur examen de dossier

TITRE III. BUDGET

Article XIII.

Le Centre régional a un budget autonome constitué par les contributions financières des Etats membres et par les recettes résultant de la vente de sa production ( publications, films, bandes magnétiques, disques, etc..).

Article XIV.

La participation financière des Etats membres est établie sur une base paritaire.

Article XV.

Le Centre régional prendra toutes les mesures nécessaires afin d'obtenir l'aide financière de sources variées : Etat ou Gouvernement, organismes internationaux, Fondations, particuliers, etc..

Toutefois aucune de ces sources de financement ne devra et ne pourra remettre en cause les objectifs définis à l'article IV du présent accord.

TITRE IV. ACTIVITES

Article XVI.

Les activités du Centre régional comprennent :

- l'exécution du programme arrêté par le Conseil d'administration,

- la coordination des programmes régionaux,
- l'entretien et le renouvellement des structures documentaires et techniques,
- la formation et le perfectionnement du personnel technique,
- la reproduction, la conservation et la diffusion des documents de tradition orale,
- l'information régulière des institutions nationales de recherche sur les activités du Centre,
- l'accueil des chercheurs.

#### TITRE V. MODIFICATION DES STATUTS

##### Article XVII.

La modification des statuts peut être le résultat de l'initiative de l'un ou de plusieurs Etats membres.

Les statuts peuvent également être modifiés sur proposition du Conseil d'administration saisi par une institution nationale de recherche. Dans ce cas, les modifications doivent être ratifiées par les Etats membres.

Les modifications sont adoptées à l'unanimité des parties intéressées.

Elles sont soumises à la procédure de ratification propre à chaque Etat. Cependant, tout Etat qui n'aura pas signifié son opposition dans un délai d'un an sera considéré comme ayant accepté l'amendement.

Article XVIII.

Le présent accord est ouvert à la signature de tous les pays de l'Afrique de l'Ouest jusqu'au 31 décembre 1972.

L'expression "Etats de l'Afrique de l'Ouest", s'entend de tous les Etats indépendants situés dans les Vallées des Fleuves Niger et Sénégal ainsi que dans le Bassin du Lac Tchad et au Sud du Sahara.

Article XIX.

Le présent accord est soumis à la ratification selon les procédures en vigueur dans chaque Etat.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République du Niger qui en donnera notification à tous les Etats signataires et à tous les autres Etats visés à l'Article XVIII.

Article XX.

Tout état visé à l'Article XVIII et n'ayant pas signé l'Accord jusqu'à la date du 31 Décembre 1972, pourra y adhérer ultérieurement.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République du Niger qui en donnera notification à tous les Etats signataires ou adhérents et à tous les autres Etats visés à l'Article XVIII.

Article XXI.

Le présent Accord entrera en vigueur au moment du dépôt du neuvième instrument de ratification ou d'adhésion.

Sa durée n'est pas limitée dans le temps.

Article XXII.

Jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Accord, l'actuel Bureau exécutif provisoire continuera à assurer ses fonctions.

Article XXIII.

Tout Etat signataire du présent Accord pourra le dénoncer et se retirer du Centre régional par notification adressée au Président en exercice.

La dénonciation prend effet six mois après la date de réception de la notification.

Les cotisations pour l'année budgétaire en cours restent dues.



Ont signé pour =

SENEGAL	Emile Badiane, Ministre de la Coopération
HAUTE VOLTA	M. Charles Tamini, Ministre Education Nationale
NIGER	M. Harou Kouka, Ministre de l'Education Nationale
MAURITANIE	M. Cheikh Ould Mahand Directeur de la Culture Nouakchott BP. 196
TOGO	M. Nambou Emmanuel, Directeur de Cabinet, Ministère de la Jeunesse, de la Culture de la recherche scientifique
COTE D'IVOIRE	M. Souleymane Koly, Responsable des Arts et traditions populaires Secrétariat d'Etat à la Culture
LIBERIA	Dr. Abeodu B. Jones Division de la recherche Ministère de l'Education

*[Handwritten signatures and initials on the right margin, including a large signature at the top and several others below it.]*



GUINEE

M. Traoré Kamory  
Secrétaire Général commission  
Nationale de Guinée pour l'Unesco  
Responsable Guinéen de la Liaison  
pour CASTAFRICA

MALI

M. Mamadou SARR  
Division de la recherche Scientifique

CAMEROUN

M. Eldridge Mohamadou  
Chef de la Section de recherche  
Centre Fédéral linguistique et  
Culturel

T E L E G R A M M E S

Télégramme N° I

Cotonou A. S.E ? M. DIORI HAMANI PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU  
NIGER N I A M E Y

N° 151/PCP/SP

HONNEUR VOUS CONFIRMER QUE JE DONNE PLEINS POUVOIRS A LA REPUBLIQUE  
DU NIGER POUR REPRESENTER LE DAHOMEY A LA REUNION QUI SE TIENT AC-  
A NIAMEY ET QUI EST PRESIDEE PAR MONSIEUR BOUBOU HAMA PRESIDENT DE  
L'ASSEMBLEE NATIONALE NIGERIEENNE TRES HAUTE ET FRATERNELLE  
CONSIDERATION.

JUSTIN AHOMADEGRE TOUETIEN

Télégramme N° II

Bathurst S.E. DIORI HAMANI PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER  
. N I A M E Y

A LA SUITE DE VOS TELEGRAMMES DU 18 MAI ET DU 3 ET DU 22 JUIN,  
J'AI L'HONNEUR DE VOUS INFORMER QUE LE GOUVERNEMENT REGRETE  
PROFONDEMENT L'IMPOSSIBILITE D'ENVOYER UNE DELEGATION A LA REU-  
NION DE NIAMEY SUR LES TRADITIONS ORALES AFRICAINES. RECONNAISSANT  
SI LES DOCUMENTS DE LA CONFERENCE POUVAIENT ETRE TRANSMIS AU  
M. A.E..  
EN VOUS SOUHAITANT UNE CONFERENCE REUSSIE  
PLUS HAUTE CONSIDERATION

D. K. JAWARA PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DE  
GAMBIE

Télégramme N° III

Portlany 62/61 1 0930. M. BOUBOU HAMA PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE  
NATIONALE DU NIGER N I A M E Y

N° 57/ENC

AU MOMENT OU SE TIENNENT LES ASSISES DE LA CONFERENCE SUR LA  
TRADITION ORALE LE TCHAD COSIGNATAIRE DE LA CONVENTION DE NIAMEY  
S'ASSOCIE AUX AUTRES MEMBRES POUR LA REVALORISATION DE LA ORALE  
SOUQUAITE PLEIN SUCCES A VOS TRAVAUX STOP ET FIN EDUCATION  
NATIONALE ET CULTURE

## C/ RECOMMANDATIONS

### RECOMMANDATIONS I.

La Conférence,

Considérant le délai nécessaire à la mise en place des organes du CRDTO tels que prévus dans le Projet d'accord,

- félicite le gouvernement de la République du Niger pour le succès avec lequel il assure la vie et le fonctionnement du CRDTO jusqu'à ce jour,

- lui exprime sa profonde gratitude et lui demande de tout mettre en oeuvre pour maintenir son assistance actuelle au CRDTO

### RECOMMANDATIONS II

Tenue à Niamey le 30 juin au 3 juillet 1972,

La Conférence convoquée à l'échelon ministérielle pour l'élaboration et l'adoption de l'Accord de création du Centre régional de documentation pour la tradition orale (CRDTO).

Considérant les articles XVIII, XIX, XX, XXI, XXII relatifs à la ratification dudit accord,

demande aux Gouvernements de tous les Etats membres de déposer, avant la 17ème session de la Conférence générale de l'UNESCO, les instruments de ratification visés aux articles précités afin que le CRDTO puisse bénéficier, le plus rapidement possible, du statut d'institution culturelle qu'elle lui a reconnu.

RECOMMANDATIONS III.

La réunion pour l'adoption de l'accord relatif à la création du Centre régional de documentation pour la tradition orale.

Ayant adopté l'accord sous-mentionné

Mandate le Bureau exécutif provisoire pour soumettre au plus-tard le 4 Août 1972, un projet de budget du Centre régional à tous les Etats intéressés.

MOTION DE REMERCIEMENT AU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU  
NIGER

Les délégués des Gouvernements réunis à Niamey du 30 juin au 3 Juillet 1972 pour l'examen et l'adoption de l'accord relatif à la création du Centre régional de documentation pour la tradition orale (CRDTO) de Niamey,

Considérant l'accueil chaleureux et fraternel dont ils ont été l'objet durant tout leur séjour en République sœur du Niger,

Considérant que les autorités de la République du Niger n'ont rien ménagé pour la bonne tenue et la réussite totale de leurs travaux,

Adressent leurs vifs remerciements au Chef de l'Etat, au Gouvernement et au peuple de la République du Niger, à l'Assemblée Nationale et particulièrement à son Président qui, une fois de plus encore s'est montré comme un infatigable défenseur de la revalorisation du patrimoine culturel africain à travers l'unité de sa diversité.

III.- L I S T E \_ \_ D E S \_ \_ P A R T I C I P A N T S



I° PARTICIPANTS

CANEROUN

M. Eldridge Mahamadou  
Chef de la Section recherche  
Centre Fédéral linguistique et Culturel

Yaoundé

COTE D'IVOIRE

M. Souleymane Koly  
Responsable des Arts et traditions populaires  
Secrétaire d'Etat à la Culture

Abidjan

GUINEE

M. Traoré Kamory  
Secrétaire Général de la Commission nationale de  
Guinée pour l' Unesco  
Responsable guinéen de la liaison pour CASTAFRICA

Conakry

MM. Charles Tamini  
Ministre de l'Education nationale

HAUTE VOLTA

Toumani Triandé  
Directeur des Arts et lettres et conservateur  
du Musée

Marcel Poussi  
Directeur du Centre Voltaïque de la recherche  
Scientifique (CVRS)

Ouagadougou

LIBERIA

Dr Abeodu Jones  
Division de la recherche  
Ministère de l'Education Nationale

Monrovia



MALI

M. Mamadou SARR  
Directeur de la recherche scientifique

Bamako

MAURITANIE

M. Cheikh Ould Mahand  
Directeur des Affaires Culturelles

Nouakchott

MM. Harou Kouka  
Ministre de l'Education Nationale

Bourem Kossomi  
Directeur des Affaires politiques, économiques  
et Culturelles  
Ministère des Affaires Etrangères

NIGER

Djouldé Laya  
Directeur du Centre nigérien de recherche en  
sciences humaines

Son Excellence M. Boubou Hama  
Président de l'Assemblée Nationale  
Directeur provisoire du CRDTO

Issaka Dankoussou  
Secrétaire exécutif provisoire du CRDTO

Niamcy

SENEGAL

MM. Emile Badiane  
Ministre de la Coopération

Diaw Amadou Aly  
Conseiller technique  
Ministère de la Culture

Dakar

TOGO

MM. Nambou Emmanuel  
Directeur de Cabinet  
Ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la  
recherche scientifique  
Kouevi Dovi - chercheur  
Institut national togolais de la recherche scien-  
tifique

Lomé

2°/ OBSERVATEURS

O.C.A.M.

- M. Albert Ekué  
Directeur du Département des  
Affaires culturelles et sociales  
de l' OCAM

Yaoundé

I.C.A.M./S.A.C

- M. Alpha Ibrahim Sow  
Société africaine de culture  
42, rue Descartes

Paris 5°

1972

# Reunion ministerielle pour l'adoption de l'accord relatif a la creation du CRDTO

CRDTO

CRDTO

---

<http://archives.au.int/handle/123456789/1687>

*Downloaded from African Union Common Repository*